

LA LETTRE

DE LA

COOPERATION DECENTRALISEE



Octobre 2009

SOMMAIRE

Editorial	2
Afrique	3
Amérique latine et Caraïbes	9
Amérique du Nord	12
Asie	13
Europe	16
Méditerranée	17
Jeunesse - Culture	24
Tourisme responsable	26
Institutions européennes	28
CGLU	30
Etudes	31
Actualités	32
Agenda	35
Publications	38

Les agents des relations internationales dans les collectivités : des acteurs essentiels de la coopération décentralisée

L'université d'automne de l'ARRICOD est un rendez-vous unique dans le monde de la coopération décentralisée française.

Sa 8^{ème} édition s'est tenue à la Communauté urbaine de Dunkerque, les 24 et 25 septembre 2009.

Plus de cent responsables et directeurs des relations internationales au sein des collectivités territoriales françaises discutaient, présentaient, questionnaient pendant 48 heures, sans « leurs » élus...

Devant les responsables et directeurs des relations internationales des collectivités territoriales françaises, Michel Delebarre, président de la Communauté urbaine de Dunkerque, distinguait, en schématisant, deux situations : soit le service des relations internationales est située quelque part dans l'organigramme, un peu à la marge, soit il « contamine », petit à petit, l'ensemble des services de la collectivité.

Si la référence peut déplaire en vue de l'actualité, il n'en reste pas moins que la coopération décentralisée n'aura d'avenir que si l'action internationale devient une dimension « normale » de chaque direction.

Apportant également un soutien à l'université, le conseil régional du Nord Pas de Calais présentait une traduction concrète d'une telle approche transversale : chaque direction doit prévoir 1% de son budget pour la coopération internationale.

Pour Cités Unies France, association dont les administrateurs sont des élus, mais qui a

depuis toujours l'ambition de faire « croiser » dans ses activités élus, responsables techniques voire associatifs, le dialogue avec les « territoriaux », réunis à l'ARRICOD, est indispensable. Il permet de garder « un pied dans le concret » et contribue à identifier les sujets d'aujourd'hui et de demain, les contraintes, les risques et - à ne pas oublier - les progrès accomplis.

Le thème « Enjeu de territoire, enjeu de services » a été décliné de manière dynamique et riche, grâce aussi à une nouvelle formule du « speeddating » ...

Les sujets allaient des procédures au sens de l'action internationale en passant par les financements européens et la mobilité des cadres territoriaux. Travailler – avec des résultats concrets, dans l'interface entre « son » territoire et le monde, demande une vraie ambition et une polyvalence réelle.

Les deux jours dans le Nord – ensoleillé comme jamais – manifestaient une maturité et une créativité de bon augure pour les mois et années à venir. Espérons qu'ils permettent de passer la tempête, annoncée régulièrement, sur l'engagement international de nos collectivités territoriales.

Aujourd'hui, 1620 agents travaillent dans relations internationales des collectivités territoriales ; ils ne représentent qu'un faible pourcentage des effectifs de la fonction publique territoriale, mais leur mission prend de plus en plus d'importance dans l'ensemble de la vie des communes, des départements et des régions. L'action de l'ARRICOD est plus que jamais nécessaire pour les aider faire évoluer la coopération décentralisée.

Le 5^e sommet Africités approche

En phase avec l'actualité, la 5^e édition d'Africités porte le titre « La réponse des collectivités locales et régionales d'Afrique à la crise globale : promouvoir le développement local durable et l'emploi ».

Comme pour les éditions précédentes, Cités Unies France souhaite accompagner au mieux cette délégation française, créer du lien et favoriser la circulation des informations sur les différentes initiatives qui y auront lieu. Aussi, si vous souhaitez participer à cet événement, merci de prendre contact avec l'équipe du pôle Afrique. Des informations concernant l'inscription se trouvent également sur notre site Internet.

Une réunion préparatoire à destination de l'ensemble des partenaires françaises se rendant à Africités s'est tenu à Cités Unies France, le 22 septembre dernier, en présence de Jean-Pierre Elong M'Bassi, secrétaire général de Cités et gouvernements locaux Unis - Afrique, de Charles Josselin, président de Cités Unies France et de Gustave Massiah, vice-président de l'AITEC.

Cette réunion a permis de faire le point sur les intentions de participation de chacun, y compris par certains partenaires européens, du fait de la présence de l'Union des villes néerlandaises (VNG international) et de l'Union des villes et communes de Belgique (UVCB). Le compte-rendu de cette réunion est mis en ligne sur notre site :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article831>.

La présence française à ce sommet, du 16 au 20 décembre 2009, devrait être importante. Un « espace France » au salon Citexpo, coordonné par l'ISTED, lui assurera une bonne visibilité.

INONDATIONS : CITÉS UNIES FRANCE LANCE UN FONDS DE SOLIDARITE

Les villes d'Agadez au Niger et de Ouagadougou au Burkina Faso, aussi que d'autres communes des deux pays, ont été frappées, mardi 1^{er} septembre 2009, par de très fortes inondations provoquées par des pluies diluviennes. Ces inondations ont engendré d'importants dégâts matériels et humains.

Face à cette situation grave, Cités Unies France a lancé un appel à solidarité auprès des collectivités territoriales françaises. Les sommes récoltées devront permettre de soutenir les services de base des municipalités touchées, en collaboration avec les partenariats de la coopération décentralisée concernés.

Pour plus d'informations sur les modalités de fonctionnement du Fonds, merci de vous rendre à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article901> ou de contacter Tristan Routier, chargé de mission (courriel : t.routier@cites-unies-france.org).

Bilan des inondations en Afrique de l'Ouest

En Afrique de l'Ouest, la saison des pluies 2009 a provoqué des inondations sans précédent, qui ont affecté plus de 600 000 personnes et tué 187 autres, d'après le Bureau des Nations Unies pour la coordination des Affaires Humanitaires (OCHA). Aucun Etat de la sous-région n'est épargné, de la Mauritanie au Nigéria. Le Sénégal, le Burkina-Faso, le Niger et la Sierra Leone sont parmi les pays les plus touchés. A l'heure actuelle, les besoins essentiels concernent les secteurs de l'évacuation des eaux à travers de moyens de pompages, l'assainissement et l'hygiène, la distribution des vivres et l'abri ainsi que la protection sanitaire. La réponse se fait en coordination entre les autorités nationales, les Nations Unies et les organisations non gouvernementales. Voici un tour d'horizon de l'impact de ces inondations et des réponses apportées dans différents pays d'Afrique de l'Ouest.

Burkina Faso

Au Burkina Faso, au moins 150 000 personnes sont actuellement déplacées, dont plus de 40 000 hébergées dans 88 sites (des écoles, collèges et lycées dans la majorité des cas). A Ouagadougou, le Centre Hospitalier Universitaire Yalgado Ouedraogo, une des plus importantes infrastructures sanitaires du pays, s'est retrouvé sous les eaux, occasionnant des pertes considérables en médicaments et matériel médical. Suite à une demande des autorités burkinabè, des membres de l'Equipe des Nations Unies pour la coordination et l'évaluation des catastrophes (UNDAC) sont arrivés à Ouagadougou, le 4 septembre, pour évaluer les besoins urgents. Les Nations Unies ont lancé, le 11 septembre, un appel d'urgence (*Flash Appeal*) de plus de 18 millions de dollars. Des incertitudes pèsent sur la rentrée scolaire qui devait se dérouler le 1^{er} octobre mais qui, en raison de l'occupation des locaux d'enseignement, pourrait être reportée.

Pour plus d'informations : <http://www.inondationsauburkina.net>

Sénégal

Plus de 100 000 habitants ont été touchés dans les banlieues de Dakar, la capitale, ainsi que dans d'autres régions. Les villes de Mbour, au sud de la capitale, Kaolack, dans l'ouest du pays, et Saint-Louis dans le nord, ont notamment été touchées. Pikine, dans la banlieue de Dakar, est la zone qui a subi le plus de dégâts : 15 de ses 16 quartiers ont été inondés. Le Plan d'Organisation des Secours (Plan Orsec) a été activé fin août par les autorités. Ce plan fait appel à tous les moyens publics et privés de réponse en cas de catastrophe.

Niger

Les inondations à Agadez, dans le nord du pays, ont touché 16 000 familles et forcé de nombreux déplacés à trouver refuge dans les écoles et d'autres bâtiments publics. Agadez a ainsi perdu près de 400 hectares de terrain agricole et des centaines de têtes de bétail. Un des besoins les plus immédiats du pays concerne la mobilisation de produits en vue d'une vaste campagne de pulvérisation contre la prolifération des mouches et moustiques à travers Agadez. Le gouvernement a mis en place un comité de gestion des inondations à Agadez, afin de faciliter la communication et la distribution des aides, et de mieux répondre aux besoins en termes de nutrition, de santé et d'hygiène.

Mauritanie

Environ 3 000 habitants ont été déplacés par les inondations à Nouakchott, la capitale et dans la ville de Rosso, située à la frontière sud avec le Sénégal. L'UNICEF collabore avec la Compagnie nationale des eaux pour installer des pompes hydrauliques, tandis que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) a distribué des conteneurs d'eau. L'état mauritanien a reçu une aide logistique et financière importante venant de l'Algérie.

Bénin

Première victime des pluies torrentielles en juillet, le Bénin a été le premier à demander l'aide internationale, ce qui a lui valu la présence de la première équipe UNDAC. Les inondations ont affecté des populations déjà fragilisées par la crise économique et l'exaspération a pu dégénérer en manifestations et occupations de la voie publique. Les affrontements entre insurgés et forces de l'ordre ont fait des blessés, des dégradations sur la voirie et des destructions de biens privés, notamment au Sénégal. Le Plan Orsec, lancé pour faire face à la catastrophe, s'est révélé très tôt inefficace aux yeux des sinistrés et a perdu toute crédibilité pour n'avoir pas réussi les années passées à améliorer la situation.

BÉNIN

Présidente du groupe-pays : Rose-Marie Saint Germès-Akar, vice-présidente de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

Mission du groupe-pays Bénin en novembre

Le groupe-pays Bénin, présidé par Mme Saint Germès-Akar, effectuera une mission commune du 2 au 4 novembre 2009, au Bénin, afin de prendre des rendez-vous officiels et pour évoquer la possibilité d'Assises de la coopération décentralisée en 2010.

BURKINA FASO

Président du groupe-pays : Jean-Bernard Damiens, vice-président du conseil régional du Limousin

Le 7^{ème} Forum mondial pour le développement durable

Une des initiatives visant à rendre opérationnels les principes de développement durable, issus de la Déclaration de Rio et du Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg, a été la création, en 2003, du premier Forum Mondial du Développement Durable (FMDD). Ce forum qui se tient chaque année, rassemble des décideurs et responsables du monde économique, politique, éducatif et associatif.

La 7^{ème} édition de ce rassemblement aura lieu à Ouagadougou, au Burkina Faso, du 9 au 11 octobre prochain, sur le thème : “ Changements climatiques : Quelles opportunités pour un développement durable ? ”

Le Forum se veut aussi une plateforme de concertation permettant de consolider le consensus dégagé au niveau africain et de préparer les négociations de la COP15 sur les changements climatiques qui se tiendront à Copenhague, en décembre 2009. Le Forum est une initiative du gouvernement du Burkina Faso et est organisé par le ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie. En décidant d'abriter le Forum mondial du développement durable, le gouvernement du Burkina Faso marque son intérêt au plan politique pour cette thématique, dans la perspective d'une durabilité effective des bénéfices tirés de ses initiatives de développement.

CONGO

Programme Concerté Pluri-acteurs (PCPA) Congo - Brazzaville dans sa phase pilote

Une réunion des acteurs français du PCPA Congo s'est tenue le jeudi 17 septembre. Les PCPA sont des outils permettant de donner des moyens à la société civile pour qu'elle participe au processus politique et de créer des espaces de dialogue avec les pouvoirs publics lors des prises de décision. Cette réunion a été l'occasion de faire une restitution devant l'ensemble des partenaires du projet du dernier comité de pilotage, à Dolisie, du 2 au 5 juin 2009. Elle a permis également de présenter le premier numéro de la revue Alternatives Citoyennes, le journal du PCPA.

La phase pilote du PCPA Congo s'achevant en juin 2010, l'ensemble des partenaires a affirmé sa volonté de dresser le bilan de cette première phase en termes d'appropriation du projet à la fois par les organisations de la société civile et par les pouvoirs publics. Il semble nécessaire de promouvoir la visibilité de la société civile congolaise avec des activités de renforcement des capacités telles que des formations à la gestion financière et aux techniques d'organisation. Une rencontre avec des acteurs issus d'autres PCPA comme le PCPA Guinée pourrait être le point de départ pour de nouvelles réflexions et de nouvelles pistes de suivi du PCPA Congo.

Plus d'information :

Delphine Arnould, Comité Français de Solidarité Internationale (arnould@cfsi.asso.fr)

Elisabeth Barincou, Assemblée des Départements de France (elisabeth.barincou@departement.org)

MALI

Président du groupe-pays : Guy-Michel Chauveau, maire de la Flèche et conseiller général de la Sarthe

Délégations régionales de l'Association des municipalités du Mali

L'Association des municipalités du Mali se dote de délégations régionales pour faciliter la communication et la coordination avec les communes rurales. Ces antennes régionales sont destinées à informer et à accompagner les communes dans l'élaboration de politiques locales

de développement. Plus que d'un appui technique, il s'agit surtout d'un accompagnement et d'un suivi conseil à l'attention des nouveaux élus.

Adama Diarra, maire de la commune de Kourouma et représentant de l'AMM pour la région de Sikasso a rappelé que l'AMM met à disposition différents outils techniques à l'attention du personnel des communes. Parmi ces outils, des formulaires sont disponibles pour accompagner la création de monographies nécessaire à l'élaboration des politiques de développement sectoriel.

Pour obtenir davantage d'informations, merci de contacter l'Association des municipalités du Mali (courriel : amm@amm-mali.org).

Une concertation pluri-acteurs autour de la région de Kidal

La ville de Clamart, le comité de jumelage de Saint Jean de Maurienne, et plusieurs associations intervenant dans le nord du Mali, se sont retrouvés, le samedi 19 septembre 2009, à la mairie de Clamart, afin d'élaborer un plan d'action concerté dans la région de Kidal. L'objectif est de relancer les actions de coopération et de développement dans cette région, sujettes à des troubles récents.

Une mission doit être organisée à la fin de l'année 2009, afin de rencontrer les autorités locales et les acteurs de la société civile. Pour obtenir davantage d'informations, merci de contacter Tristan Routier, chargé de mission (courriel : t.routier@cites-unies-france.org).

SENEGAL

Présidente du groupe-pays : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille et conseillère communautaire

Prochaine réunion du groupe-pays Sénégal de Cités Unies France

La prochaine réunion du groupe-pays Sénégal, présidé par Marie-Pierre Bresson, aura lieu le jeudi 19 novembre 2009, de 10h00 à 13h00.

L'ordre du jour et le bulletin d'inscription vous seront prochainement envoyés et mis en ligne sur le site Internet de Cités Unies France.

ACTUALITÉS SÉNÉGAL

Convention entre les Etats-Unis et le Sénégal sur l'aide au développement

Les Etats-Unis et le Sénégal ont signé, le 16 septembre 2009, une convention d'aide au développement portant sur 540 millions de dollars. Il s'agit du premier accord bilatéral signé par l'administration Obama au titre du MCC (Millennium Challenge Corporation), un programme lancé par l'ex-président George W. Bush qui lie l'aide économique à la bonne gouvernance. L'aide américaine viendra alimenter le plan de réduction de la pauvreté,

de sécurité alimentaire et de promotion du commerce mis en place par le gouvernement du président Abdoulaye Wade. Elle doit être employée essentiellement à des travaux d'amélioration du réseau routier au nord et au sud du Sénégal, ainsi que dans un projet permettant d'irriguer quelque 10 500 hectares de terres dans la vallée du fleuve Sénégal.

(Source : Agence France Presse)

TOGO

Présidente du groupe-pays : Monique Papot-Libéral, vice-présidente de la communauté de communs de la Côte Roannaise

Journées de la commune : mission de la présidente du groupe-pays Togo

Monique Papot-Liberal, présidente du groupe-pays Togo, se rendra à Lomé, les 15 et 16 octobre prochains, à l'occasion de la V^{ème} édition de la Journée de la Commune Togolaise. Le Conseil général des Yvelines sera également présent.

Cette mission fournira l'occasion de s'informer auprès de la coopération française et des autorités togolaises en charge de la décentralisation et des collectivités, afin d'avoir une idée précise de l'état d'avancement de la décentralisation au Togo.

Ce sera également l'occasion de s'enquérir du contexte, politique, économique et social général du pays. La CENI (Commission Électorale Nationale Indépendante) a, en effet, fixé au 28 février 2010 les élections présidentielles. La campagne électorale sera ouverte du 13 au 26 février 2010.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission, pôle Afrique (Mauritanie, Bénin, Madagascar)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Tristan Routier, chargé de mission (Mali, Burkina Faso, Niger, Togo)

Courriel : t.routier@cites-unies-france.org

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (Sénégal)

Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

BRÉSIL

Président du groupe-pays : Michel Vauzelle, président du conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur

Réunion conjointe du groupe-pays Brésil et du comité d'organisation des 3^{èmes} Rencontres de la coopération décentralisée franco-brésilienne, le 17 septembre 2009, à Cités Unies France

Lors de cette réunion, Martine Zejgman, adjointe au délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales, a présenté les grandes lignes de l'appel à projets 2010-2012 du MAEE. Vous pouvez le télécharger l'appel sur le site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article906>.

La Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales a mis en ligne deux téléprocédures à l'attention des collectivités territoriales à l'adresse suivante : <https://cncd.diplomatie.gouv.fr>

Lucyna Gravière, représentante de Jean Besson, vice-président de la région Rhône-Alpes, qui préside le comité d'organisation des 3^{èmes} Rencontres de la coopération décentralisée franco brésilienne, a présenté les avancées de l'organisation de cet événement. La Rencontre aura lieu au Palais de Congrès, à Lyon, les 3 et 4 décembre 2009.

Le développement durable et culture seront au cœur des 3^{èmes} Rencontres. Ces deux thématiques constituent des enjeux majeurs de la coopération décentralisée franco-brésilienne.

Les 3^{èmes} Rencontres auront comme objectifs :

- faire évoluer les partenariats existants,
- améliorer les échanges entre collectivités travaillant sur une même thématique,
- s'appuyer sur les pratiques innovantes des collectivités et de leurs partenaires locaux pour mieux intégrer dans leurs coopérations le défi que constitue le développement durable.

Dans la continuité des deux éditions précédentes, cette 3^{ème} manifestation regroupera les collectivités françaises et brésiliennes actrices de la coopération décentralisée et également des représentants de l'Etat, des spécialistes (experts, universitaires,...), des associations, des entreprises publiques/privées et des organisations internationales. Au total, près de 400 participants sont attendus.

Pour s'inscrire, merci de consulter le site Internet des 3^{èmes} Rencontres : www.rencontresfrancobresiliennes.rhonealpes.fr

Le compte-rendu de la réunion sera bientôt sur le site de Cités Unies France et sur celui du Forum.

Innover contre la pauvreté et l'exclusion : le modèle des banques communautaires du Brésil

Dans le cadre de la visite officielle en France de Joaquim Melo, coordinateur de l'Institut Palmas (Brésil), trois rencontres sont organisées :

- **Le vendredi 16 octobre**, au Sénat, de 14h à 18h, une conférence-débat grand public : « Innover contre la pauvreté : l'invention d'une économie populaire » avec des représentants du gouvernement, des acteurs institutionnels.

(Inscriptions avant le 5 octobre : conference.innover@gmail.com).

- **Le lundi 19 octobre**, à la Région Ile de France, de 17h à 19h, une rencontre-échange ouverte aux représentants de collectivités locales et d'associations intéressés par une discussion directe avec Joaquim Melo autour du système Palmas et des partenariats à construire avec l'Institut Palmas.

(Inscriptions avant le 10 octobre: rencontre.palmas@gmail.com).

- **Le mercredi 21 octobre**, à Cités Unies France, à 10h00, participation à la réunion du groupe-pays Amérique du Sud, Amérique Centrale, Mexique et Cuba.

Pour plus de renseignements :

Carlos de Freitas, Agence Eurêka21

Courriel : carlos.defreitas@eureka21.eu

Site Internet : www.banquepalmas.fr (en français) ou www.bancopalmas.org.br (en portugais)

MEXIQUE

Président du groupe-pays Amérique du Sud (sauf Brésil), Amérique Centrale, Mexique et Cuba : Jean Philippe Magnen, adjoint au maire en charge de la coopération décentralisée et du codéveloppement de Nantes

La Solidaire du chocolat

Première transatlantique entre la France et le Mexique (Progreso-Yucatan) composé d'une flotte de bateaux de 40 pieds (12,19m) se lance sur les traces du commerce du cacao. Le départ sera donné le 18 octobre prochain, au large de Saint-Nazaire, après un coup d'envoi événementiel sur l'Île de Nantes.

AMÉRIQUE LATINE & CARAÏBES



Au-delà de l'événement sportif qu'elle représente, la Solidaire du chocolat est un défi solidaire. Chaque équipage engagé, soutenu par ses partenaires, porte aussi les couleurs d'une association impliquée dans les domaines du social, de la solidarité ou du développement durable. Chaque duo de navigateurs devient ainsi l'ambassadeur d'un « Projet Solidaire du Chocolat », financé à hauteur de 25 000 euros, par une entreprise mécène.

C'est ce profil solidaire qui a motivé la Région Pays de la Loire, le Conseil général de Loire-Atlantique, Nantes Métropole, la ville de Saint-Nazaire et l'Etat du Yucatan à s'engager dans le projet.

Site officiel de la manifestation : www.lasolidaireduchocolat.com

Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission, pôle Amérique Latine et Caraïbes

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

ETATS-UNIS

Président du groupe-pays : Roland Ries, sénateur - maire de Strasbourg

La prochaine réunion du groupe-pays Etats-Unis, le 7 octobre 2009

La prochaine réunion du groupe-pays Etats-Unis de Cités Unies France, sous la présidence de Roland Ries, aura lieu **le mercredi 7 octobre 2009, de 10h00 à 13h00**, au siège de Cités Unies France.

L'ordre du jour comprend :

- la présentation des résultats de la délégation du groupe-pays à Washington DC, du 23 au 26 juin 2009, organisée en partenariat avec l'AMGVF, et avec la participation de la Fédération nationale des Entreprises publiques locales (FNEPL) et du Groupement des Autorités Responsables des Transports (GART) ;
- une séance de travail pour définir des propositions et des projets et identifier des collectivités territoriales ou d'autres structures désireuses à s'y investir ;
- une présentation des activités menées ou prévues par les membres du groupe-pays Etats-Unis ou par d'autres structures impliquées dans la coopération décentralisée franco-américaine.

Le **Rapport de la délégation à Washington DC** (juin 2009), en français et en anglais, ainsi que le bulletin de participation pour la réunion du 7 octobre, sont disponibles sur le site Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique48>

Pour plus d'informations :

Nicolas Wit, directeur général adjoint (Etats-Unis)

Courriel : n.wit@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, assistante

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

VIETNAM

Président du groupe-pays : Kader Arif, conseiller municipal délégué à Toulouse, député européen

Prochaine réunion du groupe-pays Vietnam de Cités Unies France, le 5 novembre 2009

La prochaine réunion du groupe-pays Vietnam se déroulera le jeudi 5 novembre 2009, de 14h30 à 17h30, dans les locaux de Cités Unies France. Cette journée sera l'occasion de revenir sur l'actualité du Vietnam et de la coopération décentralisée franco-vietnamienne, de définir les axes de travail du groupe-pays Vietnam et de faire le point sur les prochaines assises.

L'ordre du jour et le bulletin d'inscription de cette réunion sont téléchargeables sur le site Internet de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article858>

Huitièmes assises franco-vietnamiennes de la coopération décentralisée

Les prochaines assises franco-vietnamiennes de la coopération décentralisée auront lieu en 2010, à Haiphong et devraient avoir pour thème : « Coopération décentralisée et développement durable ». Initialement prévues à l'automne 2010, elles pourraient se dérouler entre la fin mai et la mi-juin 2010.

Quatre créneaux ont été proposés par la partie vietnamienne : **27-28 mai 2010, 3-4 juin 2010, 10-11 juin 2010 et 14-15 juin 2010**. Nous vous invitons à nous faire part de votre avis quant à ces dates, d'ici au 30 octobre 2009 (courriel : h.migot@cites-unies-france.org), afin de pouvoir faire valoir votre position auprès des autorités concernées.

INDE

Séminaire franco-indien de la coopération décentralisée

Le Séminaire franco-indien de la coopération décentralisée aura lieu à New Delhi, du 15 au 18 janvier 2009. Un pré-programme est en cours d'élaboration sous la présidence d' Yves Dauge, président du comité de pilotage, sénateur et adjoint au maire de Chinon, en lien avec les chefs file des ateliers, le MAEE et l'Ambassade de France en Inde. Une mission du président du comité de pilotage, du MAEE, de Cités Unies France et des chefs de file français aura lieu, très probablement, les 2 et 3 novembre prochains, en Inde.

JAPON

Les Deuxièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise, les 12 et 13 mai 2010, à Kanazawa

Les 12 et 13 mai 2010, la ville de Kanazawa accueillira les Deuxièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise. Etant très nombreuses à être engagées au Japon, en particulier par le biais de jumelages, les collectivités territoriales françaises sont invitées à participer aux Deuxièmes Rencontres dont le thème principal sera : « **La gouvernance locale et le développement durable** ».

Les deux réunions du deuxième Comité de pilotage des Deuxièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise ont eu lieu en septembre 2009 :

- **le deuxième Comité de pilotage français** a eu lieu le 16 septembre 2009, au ministère des Affaires étrangères et européennes ;

- **le deuxième Comité de pilotage franco-japonais** a eu lieu le 23 septembre 2009, à l'Hôtel de Ville de Paris, en présence de Tamotsu Yamade, maire de Kanazawa, Yasuo Saito, ambassadeur du Japon en France, André Rossinot, maire de Nancy et président du Comité de pilotage français, Antoine Joly, délégué pour l'action extérieure des collectivités locales du MAEE et Bertrand Gallet, directeur général de Cités Unies France.

A ce jour, vingt-et-une collectivités japonaises ont confirmé leur participation aux Deuxièmes Rencontres. Plus de dix collectivités françaises ont de leur côté, exprimé un vif intérêt pour ces Rencontres. Le choix d'atelier et les chefs de file sera l'objet principal de la prochaine réunion du Comité de pilotage français, prévue début novembre prochain.

Pour plus d'informations merci de consulter le site Internet de Cités Unies France :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article808>

ACTUALITÉS JAPON

Résultats des élections législatives du 30 août 2009

Le Parti démocrate du Japon (PDJ, centre) a triomphé, le 30 août dernier, aux élections législatives, en enlevant 308 sièges sur les 480 de la Chambre des députés, écrasant le Parti libéral-démocrate (PLD, droit) au pouvoir, qui n'a recueilli que 119 sièges.

Yukio Hatoyama, leader du PDJ, a été élu Premier Ministre le 16 septembre dernier, par une majorité de 327 des 480 députés. Les 119 autres ont voté pour Masatoshi Wakabayashi, le candidat du Parti libéral-démocrate, relégué dans l'opposition. Le Sénat a ensuite confirmé que le président du Parti démocrate du Japon devenait chef du gouvernement, par un vote similaire.

C'est la première fois que le chef de l'opposition conquiert le poste de Premier Ministre en battant le parti au pouvoir dans les urnes depuis 1955, date où le PLD avait entamé son règne quasi-ininterrompu de plus d'un demi-siècle sur le Japon. Le parti conservateur avait juste été écarté du gouvernement pendant dix mois en 1993-1994, par une coalition de formations d'opposition, mais il restait alors la principale force parlementaire et avait vite repris les rênes.

Les démocrates, qui aborderont dans moins d'un an des élections à la Chambre haute, devront agir promptement pour garder le soutien de l'électorat alors que le chômage atteint un niveau sans précédent (5,7% de la population active en juillet) et que le vieillissement de la société pèse sur le financement de la sécurité sociale.

Le PDJ a promis de conduire une politique "en faveur de la vie des gens", en redistribuant une partie du revenu national aux familles, chômeurs et retraités. Le parti espère ainsi redonner confiance aux Japonais pour les pousser à consommer, afin de relancer la machine économique, et leur donner envie d'avoir des enfants, dans un pays en crise démographique. Afin de financer ce programme, il prévoit de tailler dans les coûteux travaux publics, de rationaliser et décentraliser la puissante administration nipponne. M. Hatoyama veut par ailleurs affermir la diplomatie japonaise, prendre davantage d'indépendance vis-à-vis de l'allié américain et se rapprocher des pays asiatiques, la Chine en tête.

Répartition de 480 sièges de la Chambre des représentants du Japon :

Parti démocrate du Japon (PDJ)	308 (42,4% de votes)
Parti libéral-démocrate (LDP)	119 (26,7% des votes)
Nouveau parti Komeito (NK)	21
Parti communiste (JCP)	9
Parti social-démocrate (SDP)	7
Votre parti (Your Party - YP)	5
New People's Party (PNP)	3
Indépendants /Autres	8

(Sources : www.aujourdhujapan.com ; Kyodo News : <http://home.kyodo.co.jp> ; Reuters)

Pour plus d'informations :

Hélène Migot, chargée de mission Asie (Vietnam, Chine)

Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

Nicolas Wit, directeur général adjoint (Inde)

Courriel : n.wit@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, assistante

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

POLOGNE

Présidente du groupe-pays : Roselyne Lefrançois, adjointe au maire de Rennes

Le Séminaire pour la promotion de la coopération franco-polonaise et européenne en matière de formation professionnelle, le 23 octobre 2009, à Varsovie

L'ambassade de France en Pologne, le Fonds de coopération franco-polonais pour la formation professionnelle et l'Agence nationale Leonardo en Pologne organisent, avec le soutien de Cités Unies France, le Séminaire pour la promotion de la coopération franco-polonaise et européenne en matière de formation professionnelle. Il aura lieu à Varsovie, le 23 octobre 2009.

Le programme de la manifestation, un bulletin d'inscription et le courrier d'invitation officiel, vous trouverez sur le site Internet de Cités Unies France :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article889>

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Europe, Balkans)
Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Hélène Migot, chargée de mission (Russie)
Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

Fabiola Rivas, chargée de mission (Roumanie)
Courriel : f.rivas@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, assistante
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

ALGÉRIE

Président du groupe-pays : Georges Morin, adjoint au maire de Gières

Réunion du groupe-pays Algérie, présidé par Georges Morin, le 25 juin 2009

L'année 2009 a été marquée, en Algérie, par les élections présidentielles qui ont vu la reconduction de l'actuel président, Abdelaziz Bouteflika. Le président algérien a également maintenu les membres de son gouvernement dans sa composition actuelle.

Concernant la coopération bilatérale, elle a été renforcée par le Document Cadre de Partenariat signée en 2007 et qui fixe les orientations de coopération pour les cinq années à venir (trois axes prioritaires ont été définis: l'appui au développement économique, la gouvernance et l'appui à la formation). Ce dernier devrait entrer en vigueur à l'automne 2009. Les programmes de coopération franco-algériens ont été renforcés, l'Algérie reste un des postes budgétaires les plus importants avec le Maroc consacré par la France.

Les questions et les débats entre les participants et les représentants du ministère français des affaires étrangères ont porté notamment sur l'état de santé du président algérien, la sécurité et le rôle de l'Agence Française de Développement par rapport à la coopération décentralisée.

Les activités initiées par le groupe-pays Algérie, en 2009, ont ensuite été présentées : le bilan des activités liées au Programme concerté pluri-acteurs Algérie, les Rencontres algéro-françaises sur le renforcement des actions publiques locales en direction des enfants et des jeunes, organisées les 14-15 juin dernier, à Boumerdès (le deuxième volet se tiendra à Belfort les 14 et 15 décembre prochains), l'état d'avancement des actions liées au programme de renouveau rural en Algérie.

Le président du groupe-pays Algérie a ensuite annoncé le projet d'organiser les 3èmes Rencontres des maires et présidents de collectivités locales, en novembre 2009 à Alger, comme il en avait été convenu dans la « feuille de route » élaborée lors des 2èmes Rencontres, en 2004, à Paris.

La réunion s'est terminée sur la présentation du projet de coopération décentralisée entre la communauté urbaine de Dunkerque et la commune et la wilaya d'Annaba. Le projet porte sur la mise en place d'une agence d'urbanisme à Annaba et qui s'inscrit dans le cadre d'un programme euro-méditerranéen.

Information concernant les 3^{èmes} Rencontres algéro-françaises des maires et présidents de collectivités territoriales, en novembre 2009, à Alger

Le président de Cités Unies France, Charles Josselin, a adressé, au mois juin 2009, un courrier au ministre algérien de l'Intérieur et des Collectivités locales, Yazid Zerhouni, concernant l'opportunité d'organiser les 3^{èmes} Rencontres algéro-françaises des maires et présidents de collectivités locales, à l'automne 2009, comme il en avait été convenu lors des dernières rencontres qui s'étaient tenue à Paris, en octobre 2004.

Lors de la dernière réunion du groupe-pays Algérie, les participants ont insisté sur l'importance de saisir très rapidement leurs élus. Aussi, dès juillet, le président du groupe-pays Algérie a adressé deux courriers aux élus français afin de les consulter sur leurs disponibilités en cette fin d'année chargée en évènements.

Il semblerait que le créneau 2 (21-23 novembre 2009) conviendrait à une majorité d'élus français. Cette proposition a été transmise au ministère algérien de l'Intérieur et des collectivités locales. Compte tenu du Ramadan et de la fête de l'Aïd el Fitr, qui se sont déroulés au mois de septembre, il ne nous a pas été possible d'avancer sur ce dossier avec nos partenaires algériens. Les contacts seront donc repris très prochainement. Nous tiendrons bien évidemment informés les membres du groupe-pays Algérie de la confirmation de la tenue et des dates de ces prochaines Rencontres.

ISRAËL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil

Assises de la coopération décentralisée franco-israélienne, les 3 et 4 novembre 2009, à l'Hôtel de Ville de Paris

Cet événement a pour vocation de permettre l'échange, la rencontre et le partage d'expériences et de savoir-faire entre collectivités françaises et israéliennes sur des problématiques communes comme le réchauffement climatique ou la cohésion sociale.

Les Assises seront placées sous le principe du dialogue et doivent permettre de dresser un bilan objectif des coopérations en cours mais également offrir l'occasion de renforcer et de lancer de nouveaux partenariats. L'objectif de ce forum sera de renforcer la dynamique d'échanges entre les collectivités de la France et d'Israël et de devenir, en le renouvelant tous les deux ans, un rendez-vous où élus et techniciens des collectivités des deux pays trouvent la matière à de nouveaux projets de coopération.

Le programme, ainsi que le bulletin d'inscription de la manifestation, est à la disposition des collectivités locales. Nous vous demandons de confirmer votre présence à Cités Unies France.

Pour plus d'informations, merci de consulter le site Internet de Cités Unies France :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article759>

LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, maire adjoint de Lyon

Report de la réunion du groupe-pays Liban

En raison d'un grand nombre d'événements prévus à la date du 29 septembre 2009, de nombreuses collectivités ont fait part de leur impossibilité à participer à la réunion du groupe-pays Liban. C'est pourquoi le président du groupe-pays Liban, Jean-Michel Daclin, a souhaité reporter cette réunion à une date ultérieure, qui sera très prochainement communiquée au groupe-pays Liban.

ACTUALITÉS LIBAN

Séminaire sur le thème de la décentralisation au Proche Orient

Du 17 au 19 octobre 2009, se tiendra à Tripoli, au Liban, un séminaire sur le thème de la décentralisation au Proche-Orient.

Le séminaire, organisé en collaboration avec la communauté Urbaine Al-Fayhaa, la Diputacion de Barcelone, le Comité des Maire Libanais, la Commission Décentralisation et Autonomie Locale de CGLU et le Bureau de Cités et Gouvernements Locaux Unis au Liban/BTVL, permettra d'échanger autour du progrès de la décentralisation dans leurs pays et les opportunités que celles-ci peut offrir aux autorités locales pour le développement du pays.

Pour tout renseignement complémentaire :

Hala Moughanie

Courriel : hala.moughanie@bt-villes.org

Actualité politique au Liban

Le nouveau Premier Ministre, Saad Hariri, fils de l'ex-Premier Ministre Rafic Hariri, assassiné en 2005, a décidé, depuis sa nomination au mois de juin, de mettre en place un gouvernement de coalition.

Malgré les derniers affrontements survenus le vendredi 11 septembre 2009, à la frontière israélo-libanaise, Saad Hariri a réaffirmé l'attachement du Liban à la résolution 1701 du Conseil de Sécurité qui a mis un terme à la guerre de l'été 2006.

(Sources : Radio France Internationale, Jeune Afrique)

MAROC

Président du groupe-pays : Jacques Rocca Serra, adjoint au maire de Marseille

Réunion du groupe-pays Maroc, le 30 juin 2009

Le compte rendu de la réunion conjointe du groupe-pays Maroc, de Cités Unies France et du groupe Maroc de l'ARF est désormais téléchargeable sur le site de Cités Unies France. Un temps important de la réunion a été consacré à l'analyse des résultats des élections locales.

Sont également disponibles, dans la rubrique « CUF + », les résultats par ville des élections locales au Maroc.

Les Journées du Maroc en Isère, du 5 au 18 octobre 2009

Cet évènement s'organise dans le cadre de la coopération existant entre le Conseil général de l'Isère et la région de Tadla-Azilal au Maroc. Ces journées mêleront tables-rondes (autour de l'éducation, du développement durable), conférences et activités culturelles à travers des projections cinématographiques, expositions et concerts.

Le programme est disponible sur : www.cg38.fr (rubrique coopération internationale).

PROCHE-ORIENT

Réseau européen des collectivités locales pour la paix au Proche-Orient : une mission diplomatique des collectivités locales au Proche-Orient

Une délégation de plus des 250 élus européens et 350 personnes se rendra en Israël et dans les Territoires palestiniens, du 10 au 14 octobre 2009.

Depuis plusieurs mois, la nouvelle administration des Etats-Unis d'Amérique a réorienté sa politique. Le Président Barack Obama parle un nouveau langage : il a lancé un appel clair à la communauté internationale pour doubler nos efforts pour la création de deux Etats, Israël et Palestine, vivant côte à côte, en paix et sécurité. L'Europe doit prendre ses responsabilités.

Après des années de renoncement ou d'impuissance, l'Union européenne devrait, sans doute, répondre concrètement à l'initiative du Président Obama avec le même courage et la même détermination et cela avec des propositions politiques sans ambiguïtés.

Pour plus d'informations concernant la délégation française qui prendra part à cette mission européenne, merci de contacter :

Simoné Giovetti, chargé de mission, pôle Méditerranée

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS PROCHE-ORIENT

Rencontre tripartite à New York

Après avoir échoué sur le gel des colonies en Cisjordanie, George Mitchell, émissaire des Etats-Unis au Proche-Orient, a organisé une rencontre tripartite le 22 septembre dernier, à New York, à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU. Ce sommet, qui a ainsi réuni Mahmoud Abbas, Benyamin Netanyahou et Barack Obama, avait pour objectif de relancer les négociations israélo-palestiniennes mises à bas depuis l'offensive israélienne dans la Bande de Gaza, en janvier 2009. Même si cette rencontre a eu une résonance symbolique, elle n'a pas abouti à des prises de décisions concrètes.

(Source : Jeune Afrique)

PALESTINE

Président du Réseau de Coopération Décentralisée avec la Palestine (RCDP) : Claude Nicolet, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque

Fond de Solidarité Urgence de Gaza

Le premier rapport intermédiaire lié au projet de soutien alimentaire de la population de la Bande de Gaza, en partenariat avec ACTED, dans le cadre du projet du Fonds Urgence Gaza, est disponible sur le site Internet de Cités Unies France à l'adresse suivante :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article912>

D'autres projets ont été votés et validés lors de la dernière réunion du RCDP.

TUNISIE

Président du groupe-pays : Henri Bertholet, maire de Romans-sur-Isère

Réunion du groupe-pays Tunisie

Le 13 octobre prochain se tiendra la réunion du groupe-pays Tunisie. Elle portera essentiellement sur la restitution de la mission du président du groupe-pays, en juin dernier.

L'ordre du jour et le compte rendu de la mission sont téléchargeables sur le site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article893>

TURQUIE

Lancement officiel de l'Institut du Bosphore

L'Institut du Bosphore est un cercle de réflexion visant à renforcer les liens entre la France et la Turquie. Réunis à Paris, le 8 septembre 2009, Umit Boyner, vice-présidente de la TUSIAD, association des industries et des entreprises de Turquie, Henri de Castries, président du Directoire du groupe AXA, Gilles Veinstein, historien, professeur au Collège de France, Pekin Baran, PDG Denizcilik S.A, vice-président du Haut Conseil Consultatif de la TUSIAD, et Haluk Tukel, président de l'Institut, ont annoncé officiellement le lancement de l'Institut du Bosphore.

Pensé comme un espace d'échanges et de débat permanent, libre et objectif, l'Institut du Bosphore aborde des sujets géopolitiques, économiques, sociétaux et culturels afin de souligner l'implication de la Turquie dans la collectivité mondiale, et en particulier dans sa proximité avec l'Union européenne et la France. Véritable trait d'union entre les opinions publiques françaises et turques, l'Institut du Bosphore ambitionne de faciliter la réflexion en commun des Français et des Turcs sur l'Europe et le monde actuel.

L'Institut du Bosphore est une organisation indépendante, pilotée par un comité scientifique franco-turc rassemblant des personnalités du plus haut niveau et issues d'horizons divers - hommes politiques, entrepreneurs, économistes, experts et intellectuels.

« Les relations entre la France et la Turquie sont primordiales pour nos deux pays. La création de l'Institut du Bosphore est une invitation à renforcer les liens entre nos sociétés civiles, à dépasser le cadre politique pour aller dans le fond des débats, briser les idées reçues sans nier les différences, et au final mieux se connaître », explique Mme Boyner, membre du comité scientifique de l'Institut du Bosphore et vice-présidente de la TUSIAD.

(Source : TUSIAD - L'Association des Industries et des Entreprises de Turquie - courriel : parisoffice@tusiad.org ; site Internet : www.tusiad.org)

Conférence - débat dans le cadre de la Saison culturelle de la Turquie en France

Une conférence - débat dans le cadre de la Saison culturelle de la Turquie en France, organisée par l'association franco-turque 'Turquie Européenne' et intitulée: « France - Turquie – Union européenne : Quels desseins pour quel avenir commun ? », aura lieu le 24 octobre 2009, à l'Assemblée Nationale.

L'association franco-turque « Turquie Européenne » invite des personnalités du monde politique (parlementaires français, députés turcs,...), du monde économique et académique, des représentants de la Commission européenne et d'instances de lobbying, des responsables de collectivités pour réfléchir au rôle de la Turquie dans l'espace européen.

- La première table ronde traitera du processus d'adhésion engagé avec la Turquie, de son état d'avancement et des obstacles politiques se dressant sur la voie d'une pleine intégration.
- La seconde abordera les coopérations décentralisées entre la France et la Turquie avec des témoignages d'expériences réussies à l'échelle européenne.
- La dernière table ronde, plus prospective et géostratégique, interrogera l'ambition et la stratégie de l'UE avec la Turquie en son sein et la place que celle-ci pourrait y occuper à l'horizon 2020.

Pour l'accès au pré-programme et aux inscriptions en ligne, veuillez insérer l'adresse suivante :
<http://www.turquieeuropeenne.eu/article3447.html>

Pour plus d'informations :

Linda Naili, chargée de mission, pôle Méditerranée (Maroc, Algérie, Palestine, Tunisie)

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Virginie Rouquette, chargée de mission, pôle Méditerranée (Maroc, Liban, Tunisie)

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission, pôle Méditerranée (Palestine, Israël, Réseau européen COEPP)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (Turquie)

Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

JEUNESSE

Présidente du groupe thématique : Marie-Pierre Rouger, conseillère régionale de Bretagne

2^{èmes} Rencontres de la jeunesse à l'international, les 26 et 27 novembre 2009, à l'Hôtel de Ville de Montreuil

Dans le cadre d'un partenariat avec le Haut Commissaire à la Jeunesse, Cités Unies France, en partenariat avec l'Association des Régions de France (ARF), l'Assemblée des Départements de France (ADF) et l'Association des Maires de France (AMF), organisent les 2^{èmes} Rencontres de la jeunesse à l'international, le jeudi 26 et le vendredi 27 novembre 2009, à l'Hôtel de Ville de Montreuil.

Cette deuxième édition aura pour thème principal : « L'international, levier d'une politique jeunesse » et s'articulera autour de trois ateliers portant sur :

- l'international, outil d'insertion professionnelle ;
- l'international, outil d'engagement citoyen ;
- l'international, outil de désenclavement pour les jeunes de nos territoires.

Pour plus d'informations, merci de consulter le site Internet de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article876>

Création de la plateforme France Volontaires

L'Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP) conclut son processus de transformation à travers la mise en place de la plateforme France Volontaires. Cette nouvelle entité, outre la poursuite de la fonction actuelle d'envoi de volontaires, aura de nouvelles missions en tant que plateforme d'appui, d'orientation, d'information et de labellisation au bénéfice de l'ensemble des citoyens et des acteurs qui s'investissent sur les questions d'engagement citoyen et volontaire à l'international. Trois formes de volontariat se dessinent : le volontariat de solidarité internationale, le volontariat d'expertise et de compétence ciblant un public plus senior et le volontariat d'initiation sur des durées courtes ciblant un public type chantiers de jeunes. Selon les vœux du Secrétaire d'Etat à la coopération, Alain Joyandet, la nouvelle structure aura une mission affirmée de service public et devra tripler, d'ici 2012, le nombre de volontaires.

Dans ce cadre, l'AFVP a organisé le 9 septembre 2009 une journée de réflexion et d'échanges pour regrouper des administrateurs et salariés AFVP, des représentants de partenaires et acteurs associatifs et publics investis sur ces questions. Une série de tables rondes a été organisée avec différentes catégories d'acteurs. Cités Unies France a participé à la table ronde concernant

les collectivités locales. Elle a eu pour objet de faire partager le regard que les collectivités portent sur l'engagement des français à l'international, sur les politiques qu'elles mettent en oeuvre et sur l'analyse qu'elles font de ce phénomène (ampleur, forces, faiblesses...) ainsi que de leurs attentes et des pistes de collaboration avec France Volontaires.

La plateforme des volontariats internationaux d'échanges et de solidarité sera officiellement lancée le 1^{er} octobre 2009, par François Fillon, Premier Ministre, sur une initiative d'Alain Joyandet, Secrétaire d'Etat chargé de la coopération et de la francophonie, en partenariat avec les principales organisations d'envoi de volontaires.

ACTUALITÉS

Consultation sur la mobilité des Jeunes

La Commission européenne vient de lancer une consultation publique pour augmenter et améliorer les possibilités de mobilité en Europe pour les jeunes, que ce soit pour apprendre, étudier ou faire du volontariat. Cette consultation s'inscrit dans le cadre du Livre vert sur la promotion de la mobilité des jeunes à des fins d'apprentissage, qui vise à ouvrir le débat sur toute une série de questions en rapport avec la mobilité des jeunes européens sur ce sujet. Participez à la consultation publique ouverte jusqu'au 15 décembre 2009.

Site Internet : http://ec.europa.eu/dgs/education_culture/consult/mobility_fr.html

Pour plus d'informations :

Fabiola Rivas, chargée de mission Jeunesse

Courriel : f.rivas@cites-unies-france.org

Président groupe thématique : Jean-Claude Mairal, vice-président de la Région Auvergne

La Plate-forme coopération et tourisme s'organise autour de territoires pilotes

En juin 2008, sous l'égide de la CNCD, une déclaration d'intention de partenariat entre la coopération d'Etat et la coopération décentralisée dans le domaine du tourisme était signée.

Cette déclaration marquait une volonté commune de favoriser et de susciter des partenariats dans le domaine du tourisme responsable, vecteur de développement durable des territoires, de valorisation des patrimoines et de promotion de la diversité culturelle.

Co-présidée par Jean-Claude Mairal, vice-président de la Région Auvergne et président du groupe tourisme responsable de Cités Unies France, et Antoine Joly, délégué à l'Action extérieure des collectivités territoriales, la Plate-forme réunit régulièrement ses membres constitutifs pour préparer la base d'un travail partagé avec les acteurs de l'ingénierie touristique et les collectivités territoriales.

Sur la base des principes de partage, d'échanges et de co-construction, la volonté de mutualisation a débouché sur la nécessité de rendre cette plate-forme rapidement opérationnelle et ouverte à des acteurs ressources. Ainsi, l'ouverture aux collectivités territoriales est officiellement déclarée, notamment pour celle engagées sur les territoires identifiés comme pilotes.

En effet, la Plate-forme organisera des réunions géographiques concernant les territoires pilotes pressentis à savoir le Mali, la Chine et le Brésil. Ces réunions auront vocation à identifier les projets existants en matière de développement touristique ou y contribuant dans la perspective de construire une action concertée et cohérente.

Les dates de ces réunions seront inscrites sur le site de Cités Unies France, dans la rubrique thématique « tourisme ». Cités Unies France, en charge du secrétariat de la Plate-forme reste à votre disposition pour tous renseignements relatif à cette initiative.

Atelier débat sur tourisme en Basse Normandie, avec Horizons Solidaires

L'association « Horizons Solidaires », réseau régional de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale en Basse-Normandie, organise un atelier-débat sur le thème du tourisme solidaire.

A l'occasion de la troisième édition du festival « *Les Afrikales* », se tiendra le samedi 24 octobre 2009, au Cinéma le café des Images, à Hérouville Saint-Clair, un atelier-débat intitulé : « Tourisme solidaire, responsable, équitable...? Quels valeurs et principes véhiculent-ils ? »

TOURISME RESPONSABLE



Destinée à apporter de nouvelles pistes de réflexion aux élus, techniciens ainsi qu'au grand public, cette rencontre sera l'occasion d'aborder l'action des collectivités en matière de tourisme dans la coopération décentralisée au travers de la mutualisation des expériences des collectivités.

Ce festival a pour objectif de susciter un autre regard sur l'Afrique, mettre en valeur le dynamisme culturel de ce continent, en favorisant des échanges entre artistes et populations, et sensibiliser sur les actions de solidarité internationale.

En parallèle des quelques 100 manifestations culturelles (musique, théâtre, peinture, etc.), le festival « *Les Afrikales* » donne une place importante aux manifestations d'éducation au développement et aux activités portant plus spécifiquement sur la solidarité et à la coopération décentralisée. Initiatives innovantes de collectivités territoriales et d'associations

Pour plus d'informations : www.horizons-solidaires.org

Pour plus d'informations :

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission Tourisme responsable

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

3^{ème} Séminaire de la Plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement

Le 5 octobre, à Lyon (Hôtel de Ville), se tiendra le 3^{ème} séminaire de la Plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement. Portant sur l'évaluation de l'efficacité des partenariats de coopération décentralisée, cette manifestation sera une nouvelle fois l'occasion d'un dialogue entre représentants de collectivités territoriales du Nord et du Sud ainsi que représentants de la Commission européenne.

Programme ANE&AL – Nouveaux appels à propositions à prévoir

Finalement, la Commission européenne devrait lancer au cours du mois de novembre prochain de nouveaux appels à propositions dans le cadre des 3 objectifs du programme ANE&AL, spécifiques aux collectivités territoriales.

Facilités Energie & Eau UE-ACP – Nouveaux appels à propositions à prévoir

Finalement, la Commission européenne devrait également lancer au cours du mois de novembre prochain un appel à propositions dans le cadre de la Facilité Energie UE-ACP. L'appel à propositions prévu dans le cadre de la Facilité Eau UE-ACP devrait être lancé au début de l'année 2010.

NB : Cités Unies France et l'Agence Régionale de l'Environnement et des Nouvelles Energies organisent le 6 novembre prochain, en collaboration avec la Région Île-de-France, la Fondation Energies pour le Monde et la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies, un atelier d'information sur les possibilités de financement d'actions de solidarité internationale dans le domaine de l'énergie. A cette occasion, la Facilité Energie UE-ACP sera présentée. Cf. : Actualités

Conférence d'informations à Bruxelles

La Commission européenne a organisé mercredi 23 septembre 2009, de 13h00 à 14h00, une conférence intitulée : « Comment répondre à un appel à proposition de la Commission européenne en matière de coopération extérieure », à Bruxelles, à laquelle Cités Unies France était présente.

Vous retrouverez sur le site internet de Cités Unies France le Powerpoint présenté lors de cette manifestation ainsi que le guide pratique des procédures contractuelles dans le cadre des actions extérieures (PRAG), dont le chapitre 6 porte sur les règles applicables aux subventions (pp. 96-121).

Les Assises européennes de la coopération décentralisée, le 2 décembre 2009

A l'invitation du Comité des régions et de la Commission européenne, une seconde réunion de préparation des premières Assises de la Coopération décentralisée au niveau européen, à laquelle Cités Unies France a participé, a eu lieu le 23 septembre dernier.

Intitulée : « Les autorités locales et régionales, acteurs à part entière de la politique de développement de l'Union européenne », et structurée autour de 4 ateliers qui devraient avoir pour thème l'efficacité de l'aide, la gouvernance locale et régionale, l'accès à l'énergie et les OMD, cette manifestation aura lieu le 2 décembre prochain.

Elle a pour objet de renforcer le dialogue, à partir d'expériences concrètes de collaboration, entre représentants de collectivités territoriales du Nord et du Sud ainsi que représentants de la Commission européenne. Un programme provisoire devrait être communiqué ultérieurement.

Les inscriptions seront à faire en ligne sur le site internet du Comité des régions et seront limitées à 250 participants, représentant autant d'acteurs du Nord que du Sud, la possibilité de mettre en place des salles d'écoute est d'ores et déjà envisagées.

Pour plus d'informations :

Hélène Migot, chargée de mission Institutions européennes

Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS (CGLU)



Réunion du bureau et du conseil mondial de CGLU, les 12 et 13 novembre 2009, à Canton (Chine)

Le bureau exécutif et le conseil mondial de Cités et Gouvernements Locaux Unis se réuniront à Canton, à l'invitation de ZHANG Guangning, maire de Canton et co-président de CGLU, les 12 et 13 novembre 2009. Le mercredi 11 novembre se réuniront les commissions et groupes de travail.

Compte tenu du processus de révision des Règles statutaires qui encadrent CGLU et profitant de la présence de nombreux membres à Canton, le Conseil mondial se rassemblera également à cette occasion en Assemblée Générale Extraordinaire.

La ville de Canton a créé un site Internet dédié à cet événement : www.2009uclg-gz.cn.

Le programme et le formulaire d'inscription sont disponibles sur le site Internet de CGLU :

- Programme général : http://www.cities-localgovernments.org/uclg/upload/template/templatedocs/Guangzhou_Programme_July_FR.pdf

- Formulaire d'inscription : http://www.cities-localgovernments.org/uclg/upload/template/templatedocs/Guangzhou_Registration_form_FR.pdf

N.B. : Un visa est nécessaire à la plupart des participants pour entrer en Chine et les démarches pour son obtention pourraient être longues. Il est recommandé de prendre contact avec les organisateurs : zhoujianromeo@yahoo.com.cn, afin de solliciter une lettre d'invitation personnalisée.

Publication du guide « SEM et coopération internationale »

En partenariat avec la Fédération nationale des EPL (entreprises publiques locales) et l'AFD (Agence française de développement), Cités Unies France a réalisé une étude intitulée : « SEM et coopération internationale ». Cette étude, présentée sous forme de guide, fait un point sur les liens entre services de coopération décentralisée et les SEM (sociétés d'économie mixte) engagées à l'international. Le guide explore ensuite les modalités d'une collaboration accrue autour de l'engagement international des collectivités locales et l'engagement international des SEM.

Le guide sera présenté à l'occasion de du Congrès des Entreprises publiques Locales, qui se tiendra à Nantes, les 7 et 8 octobre 2009. Cités Unies France, liée à la Fédération des EPL par une convention, participera à la présentation de ce guide.

Ce guide sera prochainement disponible à Cités Unies France.

Séminaire sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement en question face à la crise

La coalition Action Mondiale Contre la Pauvreté (AMCP), dont Cités Unies France est membre, organise le lundi 12 octobre 2009 un séminaire portant sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement en question face à la crise, à l'Hôtel de Ville de Paris.

L'année 2010 marquera les 10 ans du lancement des OMD, c'est donc une date charnière avant l'échéance de 2015. Il s'agit aujourd'hui de dresser un bilan en terme d'atteinte de ces objectifs, d'interroger les OMD dans le contexte de crise actuelle et de définir les nouveaux enjeux qui permettront de mobiliser largement pour leur réalisation. Veiller à augmenter les moyens mis en œuvre pour la réalisation des OMD, trouver de nouvelles stratégies et de nouveaux indicateurs pertinents pour mesurer l'effectivité des mesures mises en places pour lutter contre la pauvreté ainsi que mobiliser sur ces enjeux seront les fils conducteurs de ce séminaire. Ce séminaire vise à définir les arguments qui permettent de bâtir une stratégie de plaidoyer en 2010.

Pour s'inscrire, contacter :
Laura Boniface - courriel : l.boniface@crid.asso.fr

16 – 18 octobre 2009 : « Les Maires en action unis contre la pauvreté »

La campagne du Millénaire des Nations Unies et Cités et Gouvernements Locaux Unis appellent les collectivités territoriales à agir. A l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la pauvreté du 17 octobre 2009, des millions de personnes à travers le monde agiront pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. L'année dernière, plus de 116 millions de personnes, notamment les centaines de collectivités locales regroupées autour de Cités et Gouvernements Locaux Unis, ont rejoint le « Stand Up », un événement coordonné à l'échelle internationale où chacun est appelé symboliquement à se dresser contre la pauvreté et les inégalités.

A la veille de l'examen des OMD par la prochaine Assemblée générale des Nations Unies en 2010, il importe que dès 2009, les collectivités locales agissent et réaffirment leur engagement dans la lutte contre la pauvreté afin d'être réellement écoutées en 2010.

Pour connaître les pistes d'action proposées aux collectivités et en savoir plus, merci de contacter :

- Thibaut Nancy, Secrétariat mondial de CGLU, t.nancy@cities-localgovernments.org
- Xavi Longan, Campagne du Millénaire des Nations Unies, xavi.longan@sinexcusas2015.org
- Fabrice Ferrier, Campagne du Millénaire des Nations Unies France, fabrice.ferrier@undp.org

Site Internet : <http://cities-localgovernments.org/uclg/index.asp?pag=newsD.asp&L=FR&ID=257>

Séminaire sur le lien entre développement et migrations

Charles Josselin est intervenu au colloque intitulé : « Le développement est-il une réponse aux migrations internationales ? », organisé par le SSAE (Soutien, Solidarité et Actions en faveur des Emigrants), le 23 septembre 2009. Rappelons que Frédéric Tiberghien, président du SSAE, a animé la journée de la coopération décentralisée : « Migrants, co-développement et coopération décentralisée », organisé par Cités Unies France, en juin dernier.

Journée d'échanges sur le thème : « Etat et collectivités territoriales : quelles actions en faveur des entreprises innovantes vers les pays émergents ? »

Le 10 septembre 2009, s'est tenu un colloque, co-organisé par le ministère des Affaires étrangères et européennes, l'Association des Régions de France et le ministère de l'Economie et des Finances, dans le cadre d'un groupe de travail dont le président de Cités Unies France fait partie, sur les actions de la France dans les pays émergents. Cette première journée d'échanges avait pour thème principal l'innovation, et a porté sur l'attractivité des territoires, la compétitivité, la recherche et l'accompagnement des entreprises françaises vers les pays émergents.

Les participants ont soulevé la nécessité pour les collectivités territoriales de se rapprocher du monde des entreprises pour une meilleure circulation de l'information, le développement d'outils méthodologiques et donc de moyens d'actions pour renforcer la présence française à l'étranger. Selon les intervenants, la coopération décentralisée doit désormais s'inscrire dans une démarche d'intérêt commun pour trouver des opportunités de débouchés, préserver l'emploi et maintenir la dynamique économique, notamment celle des régions. Le choix des pays émergents n'est pas anodin puisqu'on y observe un processus de décentralisation administrative et économique. La France entend mener une expansion économique ordonnée vers ces pays dont le point de départ pourrait être les collectivités.

La première partie de la journée a porté sur les outils de prospection et de détection des bons partenaires économiques. Connaissant les difficultés structurelles du tissu économique français, le choix des régions comme partenaires semble nécessaire pour conforter une image de marque et un prestige français centré sur la notion de terroir donc de territoire. De plus, concernant les problèmes que rencontrent ces entreprises dans leur démarche d'exportation, la relation institutionnelle qu'instaurent les régions crée un climat de confiance et un tissu relationnel propice au partenariat économique qui limite la prise de risques de ces entreprises. Le cas de la Chine est particulièrement éclairant puisque certaines régions ont réussi à créer un environnement incitatif pour les échanges économiques grâce à la constitution de réseaux de proximité. Une synergie pourrait ainsi s'opérer entre d'une part la coopération scientifique (universités, laboratoires de recherche) en lien avec le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, et, d'autre part, les ambassadeurs et les missions économiques, et, enfin, les réseaux des acteurs de l'innovation que sont les PME régionales et les pôles de compétitivité.

Pour renforcer cette logique gagnant-gagnant qui permet une coopération ordonnée, concertée et rapprochée, le ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi et notamment la Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services a lancé un appel à projet intitulé : « Ambassadeurs des Pôles de Compétitivité - programme en faveur du rayonnement des acteurs de l'innovation en Europe et à l'international », consistant à créer des structures équivalents aux pôles de compétitivité dans les pays émergents (aapambassadeurs-poles.dgcis@finances.gouv.fr). La date limite des dépôts de candidatures de l'appel à projet, pour l'édition 2009, était le 18 septembre à minuit).

Par ailleurs, l'ARF s'est engagée dans un travail de cartographie de la présence des régions françaises dans le monde et de la projection des acteurs économiques régionaux. Le débat avec la salle a soulevé la nécessité d'un marketing - région, c'est-à-dire d'utiliser les régions

comme des portails de proximité dans la stratégie des entreprises françaises afin d'améliorer la couverture géographique et la diversification de la présence économique française à l'étranger.

Les prochaines sessions de ce groupe de travail auront pour thèmes l'environnement et le développement durable, la formation et la gouvernance, et enfin l'insertion sociale.

Facilité Energie ACP-UE : Atelier de présentation de la nouvelle Facilité, organisé par Cités Unies France et l'ARENE – Ile-de-France, le 6 novembre 2009

Cités Unies France et l'Agence Régionale de l'Environnement et des Nouvelles Energies s'associent pour organiser en collaboration avec la Région Île de France, la Fondation Energies pour le Monde et la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies un atelier d'information sur les possibilités de financement d'actions de solidarité internationale dans le domaine de l'énergie.

Lors de cet atelier, l'office de coopération de la Commission européenne - EuropeAid - présentera la nouvelle Facilité Energie ACP-UE.

Dotée d'un budget de 200 millions d'euros, dans le cadre du 10^{ème} FED, elle concerne 77 pays "ACP" parmi lesquels le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, Cuba et Haïti.

Le lancement de l'appel à propositions de cette facilité, qui vise en particulier à soutenir des projets permettant d'améliorer l'accès aux services énergétiques en milieu rural et périurbain tout en combattant le changement climatique, est prévu pour début novembre 2009.

L'atelier sera également l'occasion d'échanger sur l'amendement de décembre 2006 à la loi Oudin-Santini qui autorise les communes, établissements publics intercommunaux et les syndicats de la distribution du gaz et de l'électricité à consacrer jusqu'à 1% de leurs ressources à des actions de solidarité internationale.

Cet atelier aura lieu le vendredi 6 novembre 2009, de 9h00 à 12h30, à la Région Ile-de-France, Salle Delouvrier - 35, Boulevard des Invalides - 75007 Paris.

Le programme et les bulletins d'inscriptions sont disponibles sur le site Internet :
http://www.arenidf.org/fr/Atelier_cooperation_decentralisee_financement_des_EnR_par_le_1_loi_Oudin-139.html?idProduit=115

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Université d'été du tourisme rural « Oser l'innovation dans les partenariats »	Vichy	30 septembre - 1 ^{er} et 2 octobre	Plate-forme coopération et tourisme
XXIX ^{ème} Assemblée générale de l'AIMF sur le thème Villes et dialogue des cultures	Paris	1 ^{er} - 3 octobre	AIMF
Conférence-débat : 20 ans de coopération et de solidarité Internationales en Savoie	Espace la Traverse du Bourget-du-Lac	2 octobre	Conseil général de Savoie/ Pays de Savoie Solidaires
3 ^{ème} réunion de la Plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement	Lyon	5 octobre	Plateforme
Open Days	Bruxelles	5 - 8 octobre	Comité des Régions
Réunion du groupe-pays Etats-Unis	Paris	7 octobre (matin)	CUF
Congrès des Entreprises Publiques Locales (EPL)	Nantes	7 - 8 octobre	Fédération des EPL
Semaine économique de la Méditerranée	Marseille	7 - 10 octobre	Mairie de Marseille
CGLU Comité des Affaires statutaires	Paris	9 octobre	CGLU
Mission pour la paix en Israël et en Palestine des collectivités locales européennes	Israël - Palestine	10 - 14 octobre	Réseau européen COEPPPO
Semaine européenne de la démocratie locale	Conseil de l'Europe, Strasbourg	12 - 18 octobre	Conseil de l'Europe
Séminaire sur les OMD	Mairie de Paris	12 - 13 octobre	Action mondiale contre la Pauvreté / CUF
Bureau exécutif de CUF	Paris	13 octobre (après-midi)	CUF
Réunion du groupe-pays Tunisie	Paris	13 octobre (matin)	CUF
17 ^{ème} Session CPLRE	Strasbourg	13 - 15 octobre	Conseil de l'Europe
Atelier de travail sur méthode pour "communaliser" les OMD	Mairie de Paris	14 octobre (matin)	CUF

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Assises régionales de la coopération décentralisée et du développement solidaire	Bordeaux	15 - 16 octobre	Conseil régional d'Aquitaine
Journées de la Commune au Togo	Lomé	15 - 16 octobre	Union des communes togolaises
Journée mondiale de l'alimentation		16 octobre	ONU
Journée mondiale du refus de la misère		17 octobre	ONU
Assises régionales de la coopération décentralisée d'Ile de France	Paris	19 - 20 octobre	Conseil régional d'Ile de France
Changements climatiques : quelles opportunités pour un développement durable ?	Ouagadougou	19 - 22 octobre	Forum mondial du développement durable /Revue Passage
2 ^{èmes} Assises Régionales de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	Caen	21 octobre	Conseil régional de Basse Normandie
Réunion du groupe-pays Amérique du Sud, Amérique Centrale, Mexique et Cuba	Paris	21 octobre	CUF
2 ^{ème} Rencontre franco-russe des collectivités territoriales	Saint Petersbourg	22 - 23 octobre	Ambassade de France / MEEDDAT / ADEME
Séminaire pour la promotion de la coopération franco-polonaise et européenne en matière de formation professionnelle	Varsovie	23 octobre	Ambassade de France/Fonds de coopération franco-polonais pour la formation professionnelle/ Agence nationale Leonardo en Pologne
Journées Européennes du Développement (4 ^e édition)	Stockholm	22 - 24 octobre	Présidence suédoise de l'UE/CE
Assises de la coopération internationale de Bretagne	Brest	23 - 24 octobre	Conseil régional de Bretagne
Réunion du groupe-pays Mali	Paris	27 octobre	CUF
Réunion du Comité de pilotage des 3^{èmes} Rencontres franco-brésiliennes	Paris	29 octobre (après-midi)	CUF
Mission commune du groupe- pays Bénin	Bénin	2 - 4 novembre	CUF
Assises de la coopération décentralisée franco-israéliennes	Paris	3 - 4 novembre	CUF

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Réunion du groupe-pays Vietnam	Paris	5 novembre	CUF
Journée "1% électricité" pour la CD	Paris Région Ile-de-France	6 novembre	Arène / CUF
Conseil mondial de CGLU	Canton	12 - 14 novembre	CGLU
Journée développement durable en Seine-Saint Denis	Bobigny	13 novembre	CG Seine-Saint Denis/ AITEC/CUF
Semaine de la solidarité internationale	France	14 au 22 novembre	CRID et partenaires
Restitution de l'étude CUF-CFSI 'Coopération décentralisée, développement rural et accès à l'alimentation'	Paris	16 novembre	CUF - CFSI
Déjeuner "international" au Congrès des Maires	Paris	17 novembre	AMF
Réunion du groupe-pays Sénégal	Paris	19 novembre	CUF
Assises de la coopération internationale en Limousin sur le thème de la culture	Limoges	21 novembre	Conseil régional du Limousin
Assises de la coopération internationale de la région Centre sur le thème de la jeunesse	Tours	21 novembre	Conseil régional du Centre
Assises de la coopération décentralisée franco-algérienne	Algérie	Date encore non définie	CUF
Conférence internationale « La contribution des autorités locales au volet « Eau » de l'Union pour la Méditerranée	Palais des Congrès de Lyon	23 - 24 novembre	MEDAAT/ Commission Méditerranéenne de CGLU/ CUF/ Grand Lyon
2 ^{èmes} Assises sur l'action des jeunes à l'international	Montreuil	26 - 27 novembre	CUF
Assises de la coopération décentralisée	Bruxelles	2 décembre	Comité de Régions/ Commission européenne
« Troisièmes Rencontres de la coopération décentralisée France-Bésil »	Palais des Congrès, Lyon	3 - 4 décembre	CUF / Région Rhône-Alpes
Rencontres franco-algériennes sur le renforcement des actions locales en direction des enfants et des jeunes	Belfort	14 et 15 décembre	CUF/Ville de Belfort/PCPA Algérie
Africités 5	Marrakech	16 - 20 décembre	Africités

COLLECTION «GROUPE - PAYS» : 25,00 EUROS

- Dossier pays POLOGNE
(nouvelle édition - décembre 2008)
- Dossier pays ROUMANIE
(nouvelle édition - décembre 2008)
- Dossier pays HONGRIE (2005)
- Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE (2005)
- Dossier pays CROATIE (2006)
- Dossier pays CHINE
(à paraître 2009)
- Dossier pays JAPON (2007)
- Dossier pays TURQUIE
(première édition 2008)
- Dossier pays MAROC (2007)
- Dossier pays TUNISIE (2005)
- Dossier pays LIBAN (2007)
- Dossier pays ISRAEL (2007)
- Dossier pays PALESTINE
(première édition 2008)
- Dossier pays BRÉSIL (2006)
(épuisé -nouvelle édition à paraître 2009)
- Dossier pays NICARAGUA (2006)
- Dossier pays CUBA
(à paraître en 2009)
- Dossier pays SÉNÉGAL (2007)
- Dossier pays MAURITANIE (2008)
- Dossier pays MALI
(première édition 2009)
- Dossier pays TOGO
(première édition mai 2009)
- Dossier pays BÉNIN
(à paraître en 2009)
- Dossier pays BURKINA FASO
(à paraître en 2009)
- Dossier pays NIGER
(à paraître en 2009)

RÉPERTOIRES DES PARTENARIATS DE COOPERATION DÉCENTRALISÉE :

15,00 EUROS

- franco- polonais
- franco- roumains
- franco- tchèques
- franco-hongrois
- franco-chinois
- franco-japonais
- franco- algériens
- franco-marocains
- franco-tunisiens
- franco-libanais
- franco-israéliens
- franco-palestiniens
- franco-américains
(France - Etats-Unis)
- franco-américains
(en anglais)
- France - Amérique Latine et Caraïbes
- franco-sénégalais
- franco-togolais
- franco-burkinabè
- franco-maliens
- franco-malgaches
- franco-béninois
- franco-mauritaniens
- franco-camerounais

COLLECTION « RÉFLEXIONS » :

15,00 EUROS

- Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé (2003)
- Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)
- L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)
- Migrants et collectivités territoriales (2008)

COLLECTION « RÉFÉRENCE » :

25,00 EUROS

- Les instruments juridiques de la coopération décentralisée
(nouvelle édition - décembre 2008)

COLLECTION « GROUPE-PAYS » : 40,00 EUROS

(comprenant le Répertoire des partenariats)

- Dossier pays VIETNAM (2005)

OUVRAGES HORS COLLECTION

- Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D (2005)
15 euros
- L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée
10 euros
- Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique - 2 volumes (2000)
10 euros
- Accompagner les collectivités territoriales du Sud dans la gouvernance de leur territoire: Comment la coopération décentralisée peut-elle renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités partenaires ? *Rapport complet* (2009)
10 euros

NOUVEAU !

- **Cahiers de la coopération décentralisée**
L'action internationale des collectivités locales - n° 1 - juin 2009
30 euros (15 euros pour les adhérents de CUF)

PROMOTION !

- Dossier pays PALESTINE + DVD
« Voter en Palestine » - 35 euros

BON DE COMMANDE

à retourner à Cités Unies France

Fax : 01 53 41 81 41

Nom :
Prénom :
Fonction :
Collectivité :
Adresse :
CP : Ville :
Tél. : Fax :
Courriel :

Je joins un chèque deeuros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)

Je paye par virement administratif (joindre le bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi - 5 euros pour l'étranger

Pour plus d'information, merci de contacter :
Katarina FOTIC, responsable des publications
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande sur le site Internet de Cités Unies France :
www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : coop-dec@cites-unies-france.org

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet



9, rue Christiani 75018 Paris • Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 • Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : www.cites-unies-france.org

Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

Pour s'abonner à la Lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org